



COORDINATION REGIONALE CGT SANTE ET ACTION SOCIALE PACA

Note du 10 avril 2020 "Coronavirus, liberté, égalité et fraternité"

Nous sommes percutés par une crise sanitaire qui a mis en lumière une crise de l'hôpital public mettant en avant une question encore plus profonde, celle d'une crise institutionnelle et systémique.

Dans ce contexte, nous avons de très fortes inquiétudes sur notre devise républicaine. "Liberté, égalité, fraternité", plus que des mots, plus que des valeurs, ce sont les principes de la République cristallisés dans notre constitution.

Alors que les représentants du peuple ont la charge de trouver les dispositifs publics et de trouver leurs modalités de financement nous permettant d'appliquer ces principes. Depuis de nombreuses années, ils ont complètement perverti et inversé le système. Un système qui faisait la France, le peuple français, notre protection sociale, nos services publics, la cohésion de la nation...

Désormais, l'inversion du système implique que nos droits, notre qualité de vie, nos conditions de travail, notre possibilité d'accès aux soins se trouvent proportionnés à la capacité du gouvernement de les mettre en œuvre. Par exemple, ils réduisent massivement les budgets de la santé et du social, et ensuite ils organisent les territoires, les services, les effectifs, nos droits, notre charge de travail, nos salaires, non pas en fonction des besoins des populations, mais en fonction d'un budget prédéfini.

Et le gouvernement, ses bras armés sur le terrain que sont les ARS, et tous les exécutants sur le terrain que sont les directions d'établissements, imposent aux populations de se passer de ce dont elles ont besoin, et de voir ce qu'il est possible de faire, dans une enveloppe financière fermée et en baisse régulière, quitte à mettre en danger les populations et quitte à faire du bricolage permanent. Le problème c'est qu'en temps de crise, ces choix se paient très chers notamment en termes de morts !

Dans la crise sanitaire actuelle, nous sommes dans cette configuration. Pourtant en dehors des discours, aucune remise en question n'est constatée que ce soit dans les choix ou dans la stratégie choisie.

Et pire, ils se servent de la période actuelle pour accélérer la mise en place de changements profonds au sein de notre système de santé, du monde du travail, de notre modèle sécuritaire...

Donc la crise sanitaire est pour eux un laboratoire leur permettant de tester de nombreux outils technologiques et de développer de nombreuses Start up.

C'est pourquoi nous devons faire en sorte que notre détention physique du moment ne se double pas d'une détention intellectuelle et politique.

Voici ainsi, un bilan d'étape de nos réflexions au 10 avril 2020 dont le fil conducteur sera nos principes constitutionnels d'une république qui se veut démocratique et sociale.

>> 1) La liberté est impactée à plusieurs niveaux

1.1) Les impacts de la Loi d'état d'urgence sanitaire

La loi du 23 mars 2020 n'est pas une simple loi de circonstance liée à l'épidémie actuelle. L'état d'urgence sanitaire a été inscrit dans le code de la santé publique. C'est une loi qui a vocation à se pérenniser et à être déclenchée quand c'est nécessaire. Donc, on voit bien que les mesures d'exceptions annoncées ne sont pas si exceptionnelles que cela.

Dans la région PACA, on voit des arrêtés allant bien au-delà des mesures nationales :

- Le préfet des Alpes maritimes a interdit les baignades (mer, piscines...)
- Dans ce département de nombreux maires ont mis en place des couvre-feux
- Dans le Var, à Sanary-sur-mer, le maire a pris un arrêté interdisant de se déplacer pour acheter des produits à l'unité, un autre maire a pris un arrêté interdisant les sorties à plus de 10 mètres de son domicile.

Une soignante nous a dit en plaisantant la semaine dernière "les pouvoirs publics distribuent plus de PV que de masques"... Elle ne croyait pas si bien dire ! Une répression importante se développe. Ils sont entrain de faire ce qu'ils veulent avec nos libertés !

Dans la suite logique, on pourrait voir se développer des mesures individuelles envers des personnes atteintes de Covid-19 comme des assignations individuelles.

La liberté est mise à mal, non pas tant par le confinement qui est probablement nécessaire au regard de la situation et de l'absence de décision au début de la crise, mais mise à mal surtout par tous les discours qui nous laissent entendre, qu'une fois la crise passée, cet impératif de protection pourrait se normaliser, ce qui n'est pas acceptable.

Ainsi, le risque aujourd'hui, c'est qu'on nous mette en avant le fait que les pandémies peuvent revenir, et donc qu'il est nécessaire de conserver ces dispositifs exceptionnels.

Particulièrement tous les dispositifs qui permettent de surveiller nos vies et restreignent nos libertés.

Une semaine, ils nous disent qu'il n'y aura pas de traçage de nos données sur nos téléphones portables, la semaine d'après ils nous disent qu'il serait intéressant de le mettre en place mais que toutes les données seraient effacées à l'issue de la crise. Comment faire confiance à un gouvernement qui change de discours toutes les semaines, de plus en plus autoritaire et qui gère le pays en fonction des intérêts de quelques uns ?

Le meilleur moyen de respecter nos données personnelles c'est de ne pas commencer à les utiliser. Les données constituent un marché potentiel très « juteux ». Donc, une fois récoltées, elles feraient l'objet de toutes les convoitises, de toutes les marchandisations... malgré toutes les promesses qui pourraient être faites et qui n'engagent que ceux qui y croient.

Après la crise, nous allons assister à une volonté de rendre cet état d'urgence permanent comme cela s'est produit en 2015 après les attentats terroristes où on nous avait dit de ne pas nous inquiéter que les mesures étaient provisoires. Pourtant, cet état d'urgence avait été renouvelé plusieurs fois jusqu'en 2017, puis ensuite les principales mesures ont été rentrées dans le droit commun, dans la Constitution. De plus, alors que les mesures prises étaient censées lutter contre les terroristes, dans la réalité plusieurs enquêtes ont pu démontrer que ces mesures ont été surtout utilisées contre les militants syndicaux et les militants écologistes. Ces risques sont aussi présents aujourd'hui.

1.2) La stratégie choisie met en danger nos libertés

Alors que certains pays ont opté pour la stratégie de donner des masques à toute la population, et de pratiquer massivement des tests, en France, le gouvernement et le président de la République ont décidé de ne rien décider. Il n'y a rien de pire en temps de crise. Cette absence de réactivité et de décision, les a conduits à subir donc la seule option qui restait : le confinement. A défaut d'une option d'intérêt général, d'anticipation et de protection immédiate de l'ensemble de la population, il a été préféré une option sécuritaire. Il y a 3 mois auparavant, personne n'aurait imaginé, qu'on allait nous interdire de circuler et que nous devrions être munis d'une attestation avec des critères très précis pour déroger à cette règle, et que certaines personnes se retrouveraient en prison en cas de non respect. Au passage, cela montre également que rien n'est jamais acquis et que la situation peut aller beaucoup plus loin que cela si nous ne sommes pas vigilants.

Des journalistes ont pu démontrer qu'aucune commande de masques n'a été passée par la France entre début décembre 2019 et la mi-mars 2020. Donc, c'est un pouvoir qui met délibérément en danger sa population pendant que des pays ont équipé, ont protégé massivement leur population. Pour les tests c'est la même chose, alors que des possibilités existaient et que des commandes auraient pu être passées, rien n'a été fait.

Masques pour tous et tests massifs auraient permis de ne pas confiner ainsi la population. Donc, leur stratégie ou plutôt leur manque de stratégie nous ont conduits à nous priver de nos libertés.

1.3) La liberté de la presse

Il y a très peu d'enquêtes de fond, très peu de débats contradictoires, très peu de journalistes qui font leur travail. E. Macron nous dit que nous sommes en guerre. Il faut se rappeler qu'en temps de paix la vérité est menacée mais en temps de guerre, elle l'est beaucoup plus. En temps de guerre, les mensonges explosent en général, donc ce n'est pas très rassurant d'entendre que le pouvoir en place considère que nous sommes en guerre que ce soit en termes de vérité comme de liberté.

L'information nous protège alors que l'ignorance nous désarme !

Et il n'y a pas de solidarité sans confiance !

Ce qui est particulièrement inquiétant ce sont tous les journalistes qui nous expliquent : "nous sommes là pour rassurer la population ». Non !

Les français n'ont pas besoin qu'on nous protège en ne nous disant pas la vérité, l'important c'est de nous traiter comme des adultes, comme des personnes responsables, en nous disant la vérité. Si non, on va ajouter de la défiance à la défiance.

D'ailleurs tous les chiffres « officiels » sont en totale déconnexion avec les chiffres que nous avons sur le terrain. Sur ce point, le recensement réalisé ces derniers jours par le collectif « Luttés » de notre fédération au niveau national le confirme. Nous avons dépassé les 10 000 décès officiels mais les chiffres sont beaucoup plus élevés. Des collègues de Mulhouse nous disaient qu'ils avaient arrêté de compter tellement les morts s'accumulent, dans les EHPAD le comptage a commencé tardivement et n'est pas complet... A partir du moment où les autorités ont commencé à prendre en compte le nombre de morts dans les EHPAD (800 par jour), les chiffres ont commencé à exploser. Ensuite, on nous dit que tout va bien au niveau du matériel. C'est faux ! Une nouvelle pénurie de matériel risque d'arriver. On aperçoit, dans de nombreux établissements, une diminution des stocks qui avait été préalablement constitués.

1.4) Liberté d'expression, dialogue social

Dans cette période favorable à un développement d'un management toujours plus autoritaire, d'après les premiers retours en notre possession, il semblerait que les établissements ayant fait le choix de la transparence, du dialogue social en maintenant un lien important et de qualité avec les représentants du personnel, aient de meilleurs résultats dans la gestion de la crise. Les directions ayant fait le choix de renforcer avec zèle leur management autoritaire voire tyrannique semblent plus en difficulté. Cette tendance est bien entendu à confirmer en continuant à récolter des données et des témoignages car dans la construction d'un rapport de force comme dans la perspective de « l'après », ce serait un élément non négligeable à utiliser.

1.5) Nouvelles technologies, surveillance et données personnelles

Un des risques de cet état d'urgence sanitaire, c'est qu'il soit un laboratoire pour tester de nombreuses choses :

- le tracking sur les données de géo-localisation des personnes infectées
 - drones testés par les forces de police pour contrôler les populations
- Etc...

Avec les risques de dérives que cela peut entraîner si ces mesures s'installent dans la durée et si elles ne sont pas contrôlées (société civile, juges, avocats...)

Ils profitent de la période de crise pour accélérer certaines évolutions qui ne faisaient pas l'unanimité car les français sont attachés à leurs libertés. Les nouvelles technologies leur donnent de nombreuses possibilités pour restreindre nos libertés.

C'est quelque chose qui aurait fait polémique en situation de "paix". Ils profitent de la situation pour accélérer les réflexions pour certains outils, la mise en place pour d'autres. Il va falloir être vigilant à l'après afin par exemple que toutes les données collectées soient effacées et que nous ayons la preuve qu'elles soient effacées (pas seulement une confirmation orale). Il va falloir être vigilants afin que ces technologies de surveillance ne deviennent pas la norme.

Ensuite, le télétravail peut avoir de nombreux avantages dans la mesure où il est encadré et constitue l'opportunité d'obtenir de nouveaux droits. Mais la crise ne doit pas être l'occasion de mettre en place un télétravail sauvage, sans se soucier des modalités d'encadrement, de sécurité tout en créant des irréversibilités qui continueraient après.

Concernant la santé, ils profitent également de la crise pour accélérer l'utilisation des nouvelles technologies engendrant également un impact sur nos pratiques professionnelles et sur des glissements de tâches. Là encore, nous devons être vigilant pour ne pas que se développent des pratiques sauvages, non encadrées avec un renforcement du privé lucratif. Nous devons favoriser le développement des nouvelles technologies au sein des centres de santé publiques avec un tiers payant intégral et sans dépassement d'honoraires.

>> 2) L'égalité mal traitée

2.1) Pas tous égaux en matière d'accès aux services publics

C'est quoi l'égalité ? C'est que l'ensemble de la population soit traité de la même manière. Cela se construit par exemple avec un maillage territorial de qualité en termes de services publics. Et cela est possible au travers des financements qui leur sont consacrés.

Cette crise a mis en avant que nous n'étions pas tous égaux sur le territoire national. D'avoir cassé pendant des années les services publics entraîne un impact plus important quand vient une crise. D'avoir fermé énormément de services et lits de réanimation met

aujourd'hui en surmortalité la population. Les politiques publiques et particulièrement celles en matière de santé ont été criminelles.

2.2) Pas tous égaux face aux risques et aux moyens de protection alloués

Face aux risques encourus, nous ne sommes pas tous égaux. Certains secteurs sont contraints de continuer leur activité (soignants, caissières, postiers, livreurs...).

Macron et son gouvernement positionnement dans leurs discours les soignants en tant qu'héros. Mais, les personnels le disent très bien : "nous ne sommes pas des héros, nous sommes des pros". Oui ce sont simplement des professionnels qui font leur métier. Les faire passer pour des héros est une technique perverse car cela signifierait qu'ils doivent se sacrifier pour la nation. Et qu'une fois la crise finie, ils n'auraient pas le droit de contester leur traitement, leur manque de protection... puisque les héros acceptent de mourir, de souffrir pour protéger le reste de la nation sans se plaindre. Tous les travailleurs qui sont en première ligne sont de simples humains qui ont besoin d'être protégé comme tout le monde (même plus que les autres puisqu'ils sont devant au front), ils ont peur, ils viennent travailler la boule au ventre, comme tout être humain dans pareilles circonstances. Et cette appellation stratégique est doublement perverse quand on sait tout le mépris dont ils font les frais depuis plus d'un an sur leurs alertes et leurs revendications. Quand on parle de "guerre", comme l'a fait Macron, c'est qu'il y a des soldats. Et là, encore les soldats sont envoyés en première ligne au front et sont sacrifiés pour la défense de la Nation. Donc, on comprend bien que ces mots ne sont pas employés par hasard. Les hospitaliers, les travailleurs sociaux, tous les travailleurs faisant marcher l'économie ne sont ni des héros ni des soldats et ont besoin du même respect et de la même attention que les autres.

Sur la question de la protection, nous ne sommes pas tous égaux devant le Covid-19. Des soignants n'arrivent pas à avoir des tests alors que des personnalités les obtiennent immédiatement. Idem pour les masques. Idem pour les traitements. Pas tout le monde n'a la possibilité de se cacher dans sa maison secondaire avec jardin. D'ailleurs, on a vu certains quartiers bourgeois de Paris complètement désertés. Cette situation met en avant un arbitraire omniprésent.

Nous ne sommes pas tous égaux au regard de notre situation sociale ou notre catégorie professionnelle :

- * Il est plus facile d'être confiné dans une grande maison ou un grand appartement que dans une « cité »
- * D'ailleurs de nombreux travailleurs pauvres sont contraints de continuer de travailler (femmes de ménage, livreurs, manutentionnaires...) et sans protection
- * Alors que certains travailleurs ont la possibilité de faire valoir leur droit de retrait (totalement légitime), les précaires sont envoyés sur le front (CDD, intérimaires...).
- * Tous les travailleurs n'ont pas la possibilité de passer en télétravail. Certaines catégories, comme les cadres, ont plus de facilité.
- * Les personnes sans domicile fixe sont particulièrement vulnérables

Et que dire de l'égalité de traitement pour les résidents des EHPAD ? Une autre inégalité de traitement cette fois-ci en fonction de l'âge. Dans les EHPAD, le manque est partout : matériel, procédures... Quand des personnels restent trop longtemps avec le même masque, celui-ci peut devenir vecteur de maladie. Ensuite, le nombre insuffisant de lits de réanimation ne permet pas de soigner tout le monde dans les territoires où le virus est particulièrement développé. Alors, "on est obligé de faire des choix" entend-t-on de plus en plus. A partir d'un certain âge, les malades n'ont plus accès à la réanimation. Il s'agit d'une réalité de terrain, loin des discours officiels. On peut également citer le décret du 28 mars autorisant la prescription pour 15 jours du Rivotril (sédatif puissant) pour des patients contaminés. Ce décret fait polémique puisque pour certains professionnels, il ne servirait qu'à "apaiser la souffrance et l'angoisse des résidents", pour d'autres, il pourrait constituer un moyen d'organiser l'accompagnement vers la fin de vie pour des personnes ne pouvant être soignées par manque de place, notamment des personnes âgées ou en comorbidité.

Quand O.Véran dit qu'à partir du moment où un cas de Covid est constaté dans un EHPAD, tous les personnels et tous les résidents de cet EHPAD seront testés, c'est faux ! Ils n'ont pas les moyens de le faire, c'est un mensonge !

La fédération CGT Santé a lancé une enquête pendant une semaine. Les résultats viennent de sortir. Le nombre de réponse a été très important, il n'y a jamais eu autant de réponse pour un questionnaire envoyé à tous les syndicats. 69% des syndicats ont répondu que l'accès aux tests pour les soignants est difficile dans leur établissement. Ce chiffre c'est la réalité, Véran c'est de la « com » !

La situation aujourd'hui dans les EHPAD est inhumaine ! Les personnes âgées sont interdites de réanimation dans de nombreuses régions et au-delà sont interdites simplement d'hospitalisation. C'est quasiment de l'Euthanasie là encore !

Nous n'avons pas à être co-gestionnaire de la crise et nous devons le dénoncer !

Ensuite, il y a des dommages collatéraux induits par cette crise, ce sont tous les patients atteints de pathologie autres que le Covid-19. Ces patients sont les autres victimes de la crise.

Ensuite, on ne sera pas tous égaux après le confinement avec un risque de créer une autre catastrophe avec une seconde vague d'épidémie, s'ils ne changent pas radicalement de politique en matière de tests.

>> 3) La fraternité mise à mal

3.1) Un contexte non favorable

La fraternité a beaucoup été affaiblie ces dernières années notamment par le développement de l'individualisme, les modes de management et plus globalement les

politiques néolibérales favorisant un monde de la jungle, un monde du chacun pour soi de plus en plus hostile et difficile, avec une mise en concurrence des individus, des structures et des territoires.

Cela crée davantage de tensions au sein de la population. Plutôt que mener une réflexion pour comprendre qui sont les responsables, d'avoir une vision verticale, souvent la facilité ou le premier réflexe est de s'en prendre à son collègue de travail, son voisin... dans une vision horizontale.

3.2) Covid-19 et montée de la défiance

Avec cette crise, nous avons l'impression que les gens qui nous entourent sont une menace, chaque personne est un ennemi potentiel qui peut nous apporter la maladie et même la mort.

Malgré des actions de solidarité (dons, actions innovantes...) souvent impulsées par des initiatives individuelles et souvent relayées par la communication gouvernementale, de manière générale, les autres être humains sont regardés avec défiance. Ainsi une question qui nous traverse est : Dans quel état allons-nous sortir après ce confinement ? Et à qui va profiter cette défiance ? Des raccourcis faciles et erronés ne vont-ils pas émerger comme : plus de sécuritaire pour être mieux protégé et en meilleure santé (avec des gens prêts à se séparer d'encore plus de liberté) ? Ou alors les gens seront-ils heureux de se retrouver et va-t-on assister à un retour aux sources et un besoin de fraternité ?

La mise en insécurité des populations n'est pas liée à un manque de sécuritaire. On le voit bien. On a un pouvoir de plus en plus autoritaire en France, avec une quasi-absence de débats, avec le principe "Soit tu penses comme moi, soit tu es contre moi", et pourtant nous sommes un des pays qui gère le plus mal cette crise pour l'instant. Un régime autoritaire ne met pas la population en sécurité. Mettre la population en sécurité, c'est savoir se remettre en question, savoir s'excuser quand on a fait des erreurs ou qu'on dit des mensonges, ce par quoi E. Macron et son gouvernement auraient dû commencer.

3.3) Fraternité et solidarité

La fraternité repose sur la solidarité. On pourrait dire que la société repose sur la volonté de chacun mais le cadre, dans lequel chacun évolue, impacte sa façon d'aborder cette question.

Or, la société qu'ils sont entrain de construire est une société du chacun pour soi où le pauvre est responsable de sa pauvreté, le chômeur est responsable de son chômage, le retraités est responsable de sa retraite, le malade est responsable de sa maladie... Et le politique n'est plus responsable de rien. Dans ce cadre, la solidarité est toujours fragilisée. Nous avons besoin de redonner du sens à cette solidarité et d'en démontrer la nécessité.

A l'heure où certains se félicitent que des cagnottes s'organisent pour trouver du matériel médical, rappelons qu'il existe déjà un système permettant de financer du matériel pour les hôpitaux. Ça s'appelle la Sécurité Sociale !

>> Conclusion provisoire :

Ils se servent de la crise pour faire des expérimentations et plus globalement faire passer leurs idées, leur philosophie néolibérale en accélérant ce qui était déjà prévu : la déréglementation du travail, la remise en cause des garanties collectives... L'intelligence artificielle, les nouvelles technologies, les nouvelles pratiques et tous les glissements de tâches associées... Avec un sacré coup d'accélérateur à la télémédecine, la téléconsultation, le télétravail, la télésurveillance...

Tous ces sujets là sont des sujets importants sur lesquels il faut affiner nos réflexions et affiner une activité syndicale coordonnée afin de porter les mêmes revendications dans chaque territoire.

Après le confinement, nous allons être percutés par d'autres sujets : il y a celles et ceux qui vont vouloir rattraper le temps « perdu », les vacances d'été, le combat contre la réforme des retraites... Mais en face, ils vont continuer à avancer comme en témoigne la note de ces derniers jours de la Caisse des dépôts et consignations sur la marchandisation de notre système de santé préconisant, pour la sortie de crise, une privatisation rampante de nos hôpitaux publics en multipliant les partenariats public-privé. D'ailleurs en ce moment, ils développent les coopérations public/privé pour lutter contre le virus, coopérations qui ne sont pas anodines et qui vont laisser des traces.

Et après la crise, ne vont-ils pas jouer sur la difficulté des entreprises pour encore baisser les cotisations sociales et affaiblir notre système de protection sociale ?

Ces derniers jours, Nicolas Bouzou a expliqué sur CNews : « Nous avons fait le choix de mettre l'économie en sommeil pour protéger la santé des individus. Donc c'est le capitalisme qui se met au service de la santé des gens. Le débat absolu après la crise, ce sera la croissance. Le seul moyen de solvabiliser nos finances publiques, ce sera la croissance. Et la croissance à court terme, ce sera de travailler plus. » Cela montre bien qu'ils ne font aucune pause dans leur matraquage idéologique, ils préparent l'après.

S'ils n'avaient pas pratiqué la casse de l'hôpital public, s'ils n'avaient pas autorisé toutes les délocalisations, s'ils n'avaient pas pratiqué une gestion à flux tendus en supprimant les stocks, s'ils avaient tiré les leçons des crises précédentes (crise du sang contaminé, canicule de 2003, crise financière de 2008)... Nous ne serions pas dans cette situation catastrophique aujourd'hui !

Leur politique de rationalisation de la santé a conduit à mettre en place des GHT (Groupements Hospitaliers de Territoire). Et ce n'est pas la crise qui arrête ou même ralentit l'évolution des GHT. Là encore, il ne faut pas décrocher et prendre du retard sur leurs attaques incessantes (fusion des établissements, fusion des instances, plateformes communes, GHT employeurs...).

Autre question importante à prendre à bras le corps après la crise : celle des libertés individuelles. Et pour s'en saisir activement, nous avons besoin d'y travailler dès à présent. Cela commence par porter des expressions pendant cette période de confinement en dénonçant ces attaques importantes car ce ne doit pas être le prétexte pour supprimer toutes libertés.

La suppression des libertés ne doit pas être une variable d'ajustement ou une solution à leur mauvaise gestion de la crise ou à la pénurie de moyens. Nous avons besoin d'alerter très fortement les travailleurs et plus globalement l'ensemble de la population.

Les restrictions individuelles devraient se cantonner aux directives gouvernementales et non pas constituer une compétition, une course au surenchérissement des préfets, des maires ou même des employeurs. Afin que chacun n'ait pas à redouter localement des interdits insolites ou des abus intolérables, si non c'est sans fin.

Ensuite, pour plus d'égalité mais également de fraternité, nous avons besoin de mettre en place une politique de gestion sur le long terme, c'est à dire réinvestir dans les services publics, réinvestir dans l'industrie, dans la protection sociale, dans la protection de l'environnement et dans le bien vivre ensemble.

Il y aura de nombreuses choses à dire. Par exemple : comment voit-on l'égalité dans notre pays ? Est-ce qu'on traite désormais les personnes âgées comme des sous-citoyens ? Nous avons un travail de communication spécifique et très fort à réaliser sur les EHPAD et sur le traitement des résidents !

Nous avons besoin d'une rupture avec la politique du chacun pour soi pour aller vers une politique du tous ensemble.

Mais dans l'immédiat, pendant le confinement, que fait-on pour les plus pauvres, les plus fragiles ? Il nous faut faire des appels les plus larges possible pour que soient réquisitionnés tous les logements vacants afin de loger les sans-abris !

La liberté, l'égalité et la fraternité sont interdépendants et s'impactent mutuellement.

Il est hors de question d'abdiquer ! L'indignation s'accroît et doit conduire à un renversement radical de la situation. Nous sommes à un moment charnière.

Après l'épidémie, nous allons avoir un grand concert à Bercy avec les Enfoirés et quelques primes à certains personnels pour faire diversion, mais ils vont vouloir continuer la même politique, voire à l'accélération, si en face il n'y a pas le rapport de force nécessaire.

C'est pourquoi, dès que l'épidémie nous permettra de sortir, il faudra que nous soyons très vite offensifs avec une campagne inédite comme jamais nous n'en n'avons fait.

Dans tous les secteurs d'activité, il nous faudra mettre une intensité exceptionnelle afin de leur faire comprendre : ce monde là, nous n'en voulons plus ! Ce monde libéral, nous n'en voulons plus !

Et dans la santé et l'action sociale, il faudra voir comment on fait concrètement pour que cette campagne soit la plus dynamique possible et comment nous y apportons une visibilité maximale en expliquant qu'on aurait pu vivre autrement pendant cette crise si nous avions eu un grand service public de la santé et de l'action sociale.

Nous avons besoin de préparer des actions importantes dans nos établissements pour remercier nos personnels, exiger « plus jamais ça ! », et porter nos revendications avec intensité !

Nous avons besoin de mettre en place des débats publics dans nos départements.

De plus, nous aurions besoin de travailler pendant cette période de confinement sur des grilles de rémunérations largement réévaluées afin de revendiquer fortement une augmentation générale et conséquentes des salaires au moment où ils vont nous proposer des « primettes ».

Ensuite, tous les plans de restructuration, réorganisation prévus avant la crise, dans notre champ professionnel, doivent être très largement contestés aujourd'hui par nos syndicats afin d'en obtenir l'abandon. Et au-delà, de cet arrêt de casse de nos services, lits et effectifs, il faudra lutter pour permettre à tous les lits ouverts pendant cette crise, notamment en réanimation, de rester ouverts après.

Toutes les épidémies de gripes saisonnières l'hiver, la surchauffe l'été, et la crise actuelle ont largement démontré le manque de lits en France. Ce manque de lits fait qu'aujourd'hui, une sélection s'effectue, ce qui est éthiquement insupportable ! C'est pourquoi, il nous faut profiter de ces réouvertures pour les rendre pérenne !

Nos revendications ont été rendues encore plus légitimes par la crise, il nous faut les mettre encore plus en avant afin d'avoir un grand service public de la santé et de l'action sociale ainsi qu'une sécurité sociale intégrale.

Et enfin, penser à diffuser les pétitions revendicatives du moment comme « Des milliards pour l'hôpital et pas pour le capital » :

[https://www.change.org/p/emmanuel-macron-des-milliards-pour-l-hôpital-pas-pour-le-capital-covid-19-france-et-hopitalpascapital](https://www.change.org/p/emmanuel-macron-des-milliards-pour-l-hopital-pas-pour-le-capital-covid-19-france-et-hopitalpascapital)